



Communiqué du SNES-FSU de Poitiers

Le SNES-FSU de Poitiers, réuni en congrès ce jeudi 1^{er} avril, prend acte des décisions concernant l'École, au lendemain de la communication du président Macron,.

La fermeture de nos établissements se justifie au regard de la gravité des contaminations observées en milieu scolaire, dans les zones déjà confinées, sur tout le territoire aujourd'hui. Mais cette fermeture, nous ne l'avons jamais voulue. Cette fermeture sonne l'échec du Ministre Blanquer qui n'a plus notre confiance depuis bien longtemps.

Un fort sentiment d'amertume nous étreint devant une mesure qui ne manquera pas de fragiliser encore nos élèves tant au plan pédagogique que psychologique, qui ne manquera pas d'épuiser davantage encore les équipes. Parce que, rappelons le : le pédagogique s'accommode mal du distanciel !

Cette mesure radicale, si elle est dictée par la situation sanitaire, est surtout le résultat d'une obstination coupable du Ministre Blanquer à nier les faits, à ne pas entendre les alertes des épidémiologistes, des professionnels de terrain que nous sommes. Elle est le résultat d'une politique d'austérité qui s'exerce depuis trop longtemps contre l'École et les services publics en général. Voilà des mois que nous prévenions de l'urgence à anticiper la rentrée en termes de conditions matérielles, de programmes, en termes de créations d'emplois dans toutes les catégories de personnels. Mais la purge budgétaire s'est poursuivie, avec l'échec que nous vivons ici.

Alors dans l'immédiat, nous exigeons que du temps soit accordé aux équipes pour prendre les dispositions qui leur paraîtront les plus pertinentes en matière de formation de leurs élèves. Il faut que cessent les injonctions autour des outils soi-disants les plus performants. Il faut que notre institution réaffirme la confiance qu'elle devrait avoir dans l'expertise des professionnels que nous sommes, des organisations syndicales. Nous veillerons à ce que le droit de tout personnel à la santé et la sécurité soit pleinement respecté, que les plus précaires ne subissent pas des pressions dictées par un management devenu parfois obtus et empressé. Cette précipitation, nous la dénonçons.

A moyen terme, nous demandons au Ministre des informations claires sur le calendrier de fin d'année. D'ores et déjà il serait responsable de neutraliser le Grand Oral, de prévoir des aménagements pour toutes les épreuves des examens à venir. Les personnels ne doivent pas avoir à revivre la fin d'année chaotique qu'ils ont déjà vécue l'an dernier.

Enfin, à plus long terme, parce que personne ne peut garantir qu'on en aura fini de ce virus en septembre, il faut revoir le budget alloué à l'Éducation nationale, redonner au second degré les moyens dont il a été spolié. Pour faire face à la menace sanitaire, pour compenser les injustices que cette nouvelle année de crise aura encore creusées, il faut réduire les effectifs des classes et des groupes, recruter des personnels enseignants titulaires, de vie scolaire, des personnels PSYEN seuls à même d'accompagner comme il se doit les élèves dans leurs choix d'orientation, des personnels sociaux, de santé. La jeunesse de notre pays mérite mieux que les conditions d'étude et de vie que lui fait ce gouvernement.

Quant aux personnels de l'Éducation nationale, ils ne sauraient se payer de mots. Une revalorisation immédiate, conséquente et sans condition s'impose au regard de leur investissement.